

FORMATION ACTION

Circuits courts alimentaires et Agendas 21

Éducation et sensibilisation aux circuits courts alimentaires



Compte-rendu du module 6

organisé par l'**ARENE Île-de-France**
avec l'appui de la **Bergerie Nationale**, du **Graine Île-de-France** et du
CIVAM de l'Hurepoix

23 juin 2016

Cité régionale de l'environnement



Sommaire

Introduction	3
L'éducation aux circuits courts alimentaires de proximité, une question complexe au cœur de nombreux enjeux	4
L'évolution de l'alimentation en France	4
Des enjeux de l'éducation à l'alimentation	6
L'éducation à l'environnement et au développement durable, un levier indispensable pour réussir les projets alimentaires territoriaux	9
Les valeurs de l'EEDD	9
Les dynamiques d'acteurs et les réseaux franciliens d'EEDD	10
Qui sont les acteurs de l'EEDD ?	10
Qu'est-ce que l'on entend par structure d'EEDD ?	11
Des approches pédagogiques au service des circuits courts	11
Synergies sur un projet de territoire	12
Des actions nationales et locales d'animation, de sensibilisation et d'éducation aux circuits courts de proximité	14
Les campagnes de sensibilisation et d'éducation à l'alimentation durable	14
Actions et campagnes	14
L'enseignement agricole et le tiers temps	15
Les fermes pédagogiques	16
Des actions locales avec le CIVAM de l'Hurepoix	17
Histoire du CIVAM	17
Les actions d'animation et de sensibilisation du CIVAM de l'Hurepoix	18
Ressources pour aller plus loin	20
Contact	22

Introduction

La relocalisation des filières agricoles en région francilienne se place dans un contexte plus large de lien entre l'aire urbaine, la ville métropole, et ses alentours. La montée en puissance des circuits courts alimentaires dans les discours doit s'accompagner de changements de pratiques de consommation et de production, de relations politiques, sociales et économiques plus fortes entre l'urbain et le rural, et donc d'une sensibilité collective aux enjeux d'une agriculture de proximité et d'alimentation locale.

Les collectivités, de par leurs multiples compétences et leviers d'action, ont un rôle certain d'animation de leurs territoires à jouer. Elles ont la possibilité de créer des synergies entre acteurs, et de considérer l'éducation à l'environnement et au développement durable comme un levier indispensable à la réussite d'un projet collectif de circuits courts, voire d'un projet alimentaire territorial.

Retrouvez l'ensemble des présentations des intervenants de ce module :

www.arenedf.org/node/5297

Les objectifs de ce module

- appréhender l'importance de l'éducation et de la sensibilisation pour favoriser une agriculture de proximité et une alimentation durable ;
- explorer les croisements entre l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) et les circuits courts alimentaires (favoriser la compréhension des enjeux et du projet de territoire, impliquer la population, sensibiliser à l'acte de consommation, renforcer le dialogue urbain/rural...);
- comprendre la dynamique d'acteurs franciliens de l'EEDD œuvrant dans les domaines de l'agriculture de proximité et de l'alimentation locale ;
- le(s) rôle(s) des collectivités afin de développer conjointement ces deux thématiques ;
- approfondir les projets des collectivités participantes autour de l'articulation des deux thématiques.

Ils sont intervenus

- Marie-Sylvie Coquillaud Auffret, chargée de mission Projets de territoires et fermes pédagogiques - Bergerie Nationale
- Cécile Dispau, animatrice Systèmes alimentaires territoriaux - CIVAM de l'Hurepoix
- Hélène Sanchez, cheffe de projets EEDD - ARENE Île-de-France
- Emma Wacogne, chargée d'animation de réseau - Graine Île-de-France

Animation

- Thomas Hemmerdinger, chef de projets Agendas 21 - ARENE Île-de-France
- Hélène Sanchez, cheffe de projets EEDD - ARENE Île-de-France

L'éducation aux circuits courts alimentaires de proximité, une question complexe au cœur de nombreux enjeux

L'ÉVOLUTION DE L'ALIMENTATION EN FRANCE

L'acte alimentaire, au-delà de la fonction biologique de nutrition, recoupe des questionnements éthiques, sociaux, culturels, philosophiques et il est marqué par de nombreuses évolutions au cours du temps.

En France, les années d'après-guerre ont été marquées par des problèmes de qualité et quantité des aliments ainsi que par une part importante du budget des ménages consacrée à l'alimentation, pouvant aller jusqu'à 50 %. On pouvait compter entre 20 000 à 50 000 morts par an par intoxication alimentaire. L'alimentation et les filières étaient alors largement régionalisées.

Depuis les années 50 jusqu'à aujourd'hui, l'alimentation a connu une réduction des coûts, une diversification jamais vue dans l'histoire ainsi qu'une grande amélioration de sa qualité hygiénique et de son accessibilité. L'intoxication alimentaire a largement été réduite en France (près d'une cinquantaine de décès/an en France actuellement). Les filières se sont développées à l'échelle interrégionale et internationale. La part du budget a progressivement baissé pour atteindre une moyenne de 16 % (avec des écarts entre 8 et 20% du budget selon l'âge et les catégories socio-professionnelles).

L'alimentation a aussi connu de nouveaux changements. Ainsi, les préoccupations naturelles autour de la santé et les différents scandales alimentaires, l'attrait pour des filières de qualité, la sensibilisation grandissante à l'éthique, le développement de l'agriculture biologique, la nourriture congelée et les plats préparés, l'augmentation de la restauration hors domicile, la malnutrition toujours existante ainsi que le développement massif des grandes et moyennes surfaces ont considérablement impacté les habitudes alimentaires.

On distingue huit profils alimentaires, hors régimes médicaux :

- alimentation traditionnelle ;
- régime alimentaire intégral ;
- alimentation macrobiotique ;
- régime crudivore ;
- alimentation semi végétarienne ;
- alimentation végétarienne ;
- alimentation végétalienne ;
- véganisme.

Ainsi que **sept pratiques alimentaires selon l'INPES chez les consommateurs (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé)** :

- hédonistes (bonne bouche, importance de la cuisine, etc.) ;
- utilitaires (fonction alimentaire de base) ;
- appliqués (alimentation en fonction de base) ;
- pratiques (alimentation à base de plats préparés) ;
- traditionnels (alimentation liée à la tradition, souvent des personnes âgées) ;
- avertis (alimentation en fonction des messages : nutrition, sport, environnement, etc.) ;
- petits consommateurs (alimentation en régime, etc.).

Autant un **consommateur peut être généralement identifiable avec un profil alimentaire** (pouvant évoluer au long de sa vie), autant **les pratiques alimentaires sont souvent multiples et peuvent être contradictoires à l'échelle d'un consommateur.**

Le « **manger à la Française** » est un **facteur important de lien avec les circuits courts de proximité** : des notions de plaisir, des trois repas par jour, du temps de cuisine et d'appréciation du repas, le savoir-faire, la transmission, les terroirs, la gastronomie ont fait du « manger à la Française » une culture immatérielle de l'humanité.

Les messages se sont développés notamment à partir des différents labels et des signes d'identification de la qualité et de l'origine des productions. Ci-dessous quelques exemples, loin d'être exhaustifs :



Néanmoins, **l'alimentation est au cœur d'autres nombreux messages entre la confusion et l'angoisse pour les consommateurs** : scandales alimentaires, pesticides, pollution, sel, conservateurs, huile de palme, sucres, gaz à effet de serre, colorants, gluten, OGM, bonne et mauvaise graisse, gaspillage alimentaire...

Les crises alimentaires présentent des impacts très forts sur la consommation et l'alimentation. La crise de la vache folle en 1996 a vu une très forte diminution de consommation de viande rouge et a aussi développé la consommation d'une alimentation d'origine biologique.

Dans l'échelle des risques, les sondages indiquent que les risques alimentaires restent considérés en 2^{ème} position (après les accidents de la route), en associant souvent un risque de cancer, malgré la forte baisse de la mortalité liée directement à l'alimentation.

Les crises alimentaires

Dates	Évènements
1978	Huiles de colza
1980	Colorants et additifs (tract de villejuif)
1987	Listéria dans le vacherin suisse
1988	Veau aux hormones
1989	Éclats de verre dans les petits pots pour bébés
1990	Benzène dans l'eau Perrier
1992-1993	Épidémie de listériose (langue de porc en gelée, rillettes, fromage et charcuterie à la coupe)
1993	Présence de verre dans les bières Bavaria/Heineken
1994	Salmonelle dans du jambon Marks & Spencer
1995	Listériose (brie de Meaux)
1996	Vache folle
1999	Présence de verre dans les bouteilles de Coca-Cola
1999	Crise du poulet
2001	Fièvre aphteuse
2005	Grippe aviaire
Juin 2011	Escherichia Coli – graines germées
Mars 2013	Fraude avec de la viande de cheval

DES ENJEUX DE L'ÉDUCATION À L'ALIMENTATION

L'éducation à l'alimentation, au vu de ces nombreuses évolutions, est donc au cœur de nombreux enjeux différenciés mais complémentaires :

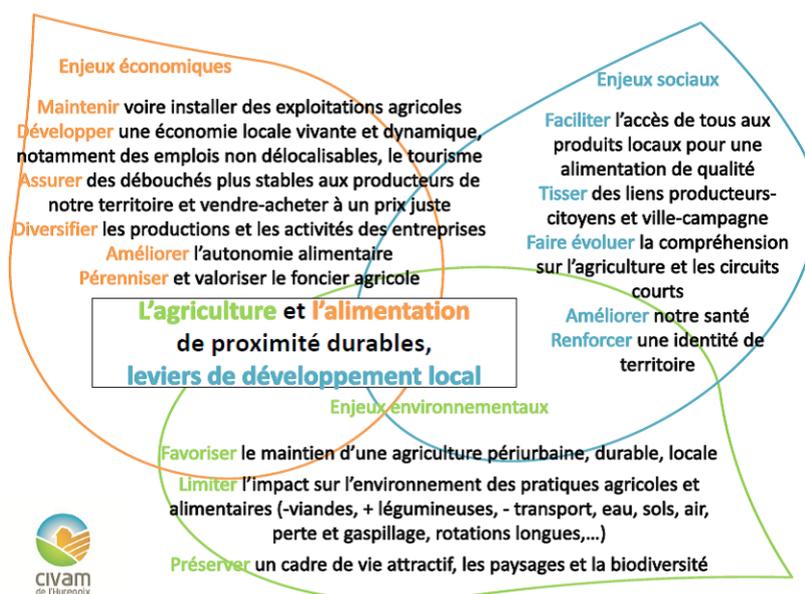
- **éducation à la nutrition et à la santé** : avec notamment le programme national nutrition santé, la campagne « manger bouger » ;
- **éducation au goût** : avec notamment « la semaine du goût » ;
- **éducation à la cuisine** : ateliers cuisine, importance des émissions culinaires (qui engendrent des vocations mais aussi de nombreux échecs) ;
- **éducation à l'hygiène et à la sécurité alimentaire** ;
- **éducation à l'agriculture** : saisonnalité, origine des aliments, préservation des terres agricoles, dégradation des sols, rendements, type de production, etc. ;
- **éducation à l'environnement** : respect de la saisonnalité, eau, biodiversité, paysages, agrocarburants, énergies, gaz à effet de serre, produits phytosanitaires, remise en cause de la « révolution verte », controverse sur les OGM, déchets, gaspillage alimentaire, dépendance aux intrants, effets du changement climatique ;
- **éducation au patrimoine culturel** : culture, savoir-faire, terroirs ;
- **éducation à la consommation** : étiquetage, labels, filières, producteurs ;
- **éducation à la solidarité** : éthique producteur/consommateur, inégalités Nord-Sud, perte de sens, connecter les consommateurs aux réalités agricoles.

L'éducation à l'agriculture a entraîné la création des fermes pédagogiques ainsi que l'ouverture de nombreuses exploitations agricoles. Une centaine de fermes pédagogiques existent en Île-de-France¹. De nombreuses animations pédagogiques permettent une découverte du monde agricole et une sensibilisation large aux réalités agricoles et à leur diversité.

Néanmoins, dans le programme national à l'alimentation (PNA), l'éducation à l'origine des produits alimentaire est peu présente. Aussi, dans la réforme des collèges de 2016, le programme scolaire sur l'alimentation et l'agriculture a évolué. En effet, l'ancien programme explorait les pratiques au service de l'alimentation humaine, les conditions de culture et d'élevage, l'agriculture biologique. Dorénavant c'est essentiellement la fonction de nutrition qui est étudiée, durant le cycle 3 (CE2, CM1, CM2) et la 6^e. Les élèves ont donc moins de notions sur les aspects transversaux de l'alimentation et de l'agriculture.

Au sein du grand public, au vu des différents sondages, l'agriculture est souvent associée par les consommateurs à une logique binaire : bio ou pas bio. En réalité, l'agriculture est beaucoup plus complexe. De nombreux modes de production coexistent : agriculture conventionnelle, raisonnée, biologique, intégrée, biodynamique, urbaine, permaculture, agro-écologie, etc.

L'éducation aux circuits courts rentre dans une forme d'éducation à la complexité des systèmes agricoles et de l'éducation à l'alimentation au sens large (éthique, sociale, agriculture, cuisine, patrimoine, nutrition, goût, etc.).



Éducation à l'alimentation et hygiène

En ferme et potager pédagogique, la dégustation par le public de produits alimentaires est essentielle pour faire le lien entre agriculture et alimentation. Des mesures doivent être donc prises pour une dégustation en toute sécurité, notamment suite à la circulaire du 21 septembre 1999¹ sur l'organisation des sorties scolaires dans laquelle il est demandé à l'instituteur ou le responsable de prendre sa responsabilité. La Bergerie Nationale a sorti en 2015 un guide « Transformation et dégustation en ferme pédagogique² », guide de recommandations d'hygiène alimentaire intégrant la réglementation en vigueur.

¹ <http://www.education.gouv.fr/bo/1999/hs7/sorties.htm>

² Transformation et dégustation en ferme pédagogique » (Christine Raiffaud, Editions Educagri, 2015)

ISBN : 979-10-275-0018-5 - Prix 19 euros - 139 p

Ainsi, la reconnexion des consommateurs et des producteurs au sein d'un territoire est de fait complexe, car elle se doit d'intégrer des questionnements sociétaux, des enjeux d'éducation et de sensibilisation complexes et multiples dans les cibles, et des habitudes alimentaires multiples (profils et pratiques alimentaires, âges des consommateurs...) notamment au sein de la région francilienne, qualifiée entre autres par son bassin de population le plus important d'Europe, son multiculturalisme et son terroir peu prononcé par rapport à d'autres régions françaises.

En agissant sur l'acte de consommation, sur la reconnexion des consommateurs et sur le monde agricole, l'éducation aux circuits courts apparaît donc comme un levier indispensable pour les territoires voulant développer les circuits courts alimentaires de proximité. Les collectivités ont donc un rôle majeur d'animation de leur territoire à jouer.

L'éducation à l'environnement et au développement durable, un levier indispensable pour réussir les projets alimentaires territoriaux

LES VALEURS DE L'EEDD

Dans les années 1970, force est de constater que la planète se dégrade progressivement et que les ressources se raréfient ; on voit apparaître la notion d'éducation relative à l'environnement (ErE). Ainsi en 1976, la Conférence des Nations unies de Belgrade donne la définition suivante : « *L'objectif de l'éducation relative à l'environnement est de développer une population mondiale consciente et engagée dans l'environnement et dans les problèmes qui y sont liés ; dotée des connaissances, des compétences, des attitudes, des motivations et de l'engagement à travailler individuellement et collectivement pour la solution de problèmes actuels et pour la prévention des problèmes futurs* ».

Puis en 1977, la Conférence intergouvernementale sur l'éducation relative à l'environnement à Tbilissi (Géorgie) affirme que « *l'éducation relative à l'environnement (ErE) doit faciliter une prise de conscience de l'interdépendance économique, politique et écologique du monde moderne, de façon à stimuler le sens de la responsabilité et de la solidarité entre nations. Cela est indispensable pour que les problèmes environnementaux graves qui se posent sur le plan mondial – par exemple, ceux qui ont trait aux océans ou à la contamination de l'atmosphère – puissent être résolus* ».

En France, deux textes de référence renforcent l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) :

- la Charte de l'environnement de 2004, qui dans son article 8 souligne la nécessité de « *l'éducation et la formation à l'environnement* » ;
- la Circulaire n°2015-018 du 4 février 2015, relative au déploiement de l'éducation au développement durable dans l'ensemble des écoles et établissements scolaires pour la période de 2015 à 2018.

L'éducation à l'environnement et au développement durable évolue continuellement en s'adaptant aux enjeux sociétaux et environnementaux pour y apporter des solutions et modifier les comportements. Elle s'appuie sur des valeurs fondamentales de l'humanisme et de l'écologie et, bien sûr, sur le respect de la vie sous toutes ses formes.

Au fur et à mesure, les acteurs de l'EEDD s'organisent et se structurent en collectif et en réseaux pour répondre aux enjeux environnementaux planétaires. En France, le Collectif français pour l'éducation à l'environnement vers un développement durable (CFEEDD) est né suite au 1^{er} Forum francophone de l'éducation à l'environnement Planet'Ere 1 à Montréal. En février 2000, les 1^{ères} assises nationales de l'EEDD à Lille réunissaient 1 100

personnes de divers horizons. Un plan national d'actions pour le développement de l'éducation à l'environnement a été rédigé à cette occasion. En 2001, le CFEEDD organise à l'UNESCO (Paris) le sommet mondial Planet'Ere 2, puis en 2002, l'ONG Planet'Ere est créée, elle rédigera le 19 mai 2002 un **texte de référence définissant l'EEDD**².

En mars 2013, les 3^{èmes} assises nationales de l'EEDD à Lyon sont un succès avec 95 assises déclinées sur les territoires. Une forte volonté montrant que l'EEDD est un des leviers de la transformation de la société est proclamée, offrant une place importante au citoyen pour qu'il s'implique et agisse. **11 chantiers se déroulent à Lyon dont un consacré à l'alimentation**, avec la participation de nombreux acteurs (associations et ONG, entreprises, services de l'État, élus et agents territoriaux, etc.) et 48 propositions sont rédigées pour agir ensemble³.

En décembre 2013, l'ARENE signe la Charte de l'Espace national de concertation pour l'EEDD et depuis elle participe aux différents travaux collectifs pour renforcer l'EEDD dans les territoires au plus près des citoyens, en mutualisant les compétences et les outils pédagogiques.

LES DYNAMIQUES D'ACTEURS ET LES RÉSEAUX FRANCILIENS D'EEDD

L'EEDD paraît parfois complexe du fait de la multitude d'acteurs qui la compose. En réalité, cette diversité constitue un véritable atout pour une collectivité qui engage une démarche de sensibilisation et/ou d'éducation.

Qui sont les acteurs de l'EEDD ?

Aux côtés des structures et réseaux d'EEDD, la plupart associatifs, on compte des services de collectivités et organismes associés, des services déconcentrés de l'État, des établissements et organismes publics, ainsi que des entreprises spécialisées ou traitant ce sujet. Le paysage francilien comporte deux têtes de réseaux :

- le **GRAINE Île-de-France**⁴ (Groupement régional d'animation et d'information à la nature et l'environnement) ;
- **Vivacités Île-de-France**⁵ (réseau pour la ville durable).

La plupart des structures de l'EEDD participent à l'un de ces deux réseaux, voire aux deux. En Île-de-France, on retrouve nombre de ces acteurs au sein de l'Espace régional de concertation en EEDD (ERC-EEDD), plateforme d'échanges qui mène des réflexions et des travaux collectifs. Ce qui anime les acteurs de l'ERC-EEDD, c'est la volonté de mutualiser les informations, les ressources pédagogiques, les pratiques et de travailler ensemble en faveur du développement et de l'évolution de l'EEDD. Cet espace est représenté à l'Espace national de concertation.

2 Ce texte est en ligne sur <http://cfeedd.org/UserFiles/EEDDRambouillet.pdf>

3 Voir les propositions : <http://www.assises-eedd.org/files/Pages/Fichiers/AN13-LivretPropoAlim.pdf>

4 www.graine-idf.org

5 www.vivacités-idf.org

Qu'est-ce que l'on entend par structure d'EEDD ?

Il s'agit d'une structure qui accueille différents publics ou qui ne possède pas de site d'accueil et qui propose des activités et des outils pédagogiques. Certaines structures font des animations dans leurs propres espaces d'accueil et/ou à l'extérieur, et possèdent des ressources accessibles au public et/ou aux professionnels (enseignants, éducateurs...). Leurs statuts sont divers, la plupart sont des associations, mais on y trouve aussi des services d'animation de collectivités et des entreprises.

Le GRAINE Île-de-France et l'alimentation

Le GRAINE Île-de-France dispose de plusieurs outils au service de ses adhérents. Un de ses bulletins « Plumes », magazine trimestriel, est consacré à la question de l'agro-écologie urbaine. Aussi, le GRAINE a organisé une « causerie », temps d'échanges convivial autour de nombreux acteurs de l'EEDD sur la question du gaspillage alimentaire. Le GRAINE a publié un guide « Jardiner au naturel avec les enfants ». Son centre de ressources dispose de près de 200 outils sur l'agriculture, l'alimentation et les fermes pédagogiques.

Le GRAINE dispense aussi une formation à l'alimentation durable sur 3 jours. La formation présente les évolutions des comportements et des pratiques alimentaires sous un angle historique. Elle développe les fondamentaux de la nutrition et donne des outils aux participants pour animer des ateliers d'éducation à l'alimentation et au goût en direction du jeune public, afin d'initier et d'accompagner les changements de comportements.

DES APPROCHES PÉDAGOGIQUES AU SERVICE DES CIRCUITS COURTS

La richesse de l'EEDD réside aussi dans la diversité des approches pédagogiques permettant de sensibiliser et d'éduquer tout type de public, de l'enfant à l'adulte, et tout au long de la vie. La question des circuits courts alimentaires est abordée par les structures d'EEDD sous différents angles : gaspillage alimentaire, alimentation responsable, santé, agriculture durable, consommation de proximité, etc.

Faire appel à une structure d'EEDD renforce les actions de sensibilisation ou/et la démarche d'éducation que la collectivité territoriale veut mener sur ces questions.

La sensibilisation d'une courte durée (1 à 12 heures) a des objectifs multiples : recueillir les représentations du public, mesurer ses connaissances, ou encore susciter sa curiosité et ses questionnements. Ce type d'actions peut également apporter des informations sur un enjeu donné, et, en règle générale, susciter l'échange, le débat, la réflexion. Dans une certaine mesure, elle peut susciter la mobilisation. L'action de sensibilisation peut se suffire à elle-même, ou constituer la première phase d'une démarche d'éducation.

La démarche d'éducation s'inscrit dans un projet de plus longue durée (12 à 30 heures) : elle a pour objectif d'accompagner et de faire progresser le public dans son propre apprentissage. Elle vise à transmettre des connaissances (savoir), à développer

des compétences (savoir-faire), et à modifier les comportements (savoir-être).

Pour renforcer la visibilité du projet et les acteurs qui y contribuent, il est nécessaire de communiquer sur le projet conduit par la collectivité avec la structure d'EEDD, mais la communication ne constitue pas un acte éducatif, elle ne se suffit pas à elle-même pour répondre à des objectifs pédagogiques. **Le vaste panel d'approches pédagogiques que proposent les structures d'EEDD constitue un atout pour un territoire** car ces approches sont adaptables aux publics que la collectivité souhaite toucher et elles sont complémentaires entre elles.

Ces approches sont les suivantes :

- **l'approche sensorielle** permet de percevoir le monde environnant à travers les sens (vue, toucher, ouïe, odorat et goût), le public explore par les sens avant de conceptualiser.
- **l'approche ludique** permet au public d'apprendre par le jeu, qui favorise l'échange et la convivialité.
- **l'approche scientifique et expérimentale** permet de comprendre des phénomènes en émettant des hypothèses par l'expérimentation et en tirant des conclusions. Elle exige de la rigueur (observer, inventorier, classer, compter, mesurer et comparer).
- quant à **l'approche artistique dite aussi créative et imaginaire**, elle fait appel à l'émotion et à la sensibilité du public, elle suscite la création.

Dans un projet de sensibilisation ou d'éducation lié aux questions d'alimentation responsable et de circuits courts alimentaires de proximité, plusieurs de ces approches peuvent être utilisées.

Le large éventail de ces approches proposées par les structures d'EEDD, participe à l'animation des territoires et constitue un levier pour les collectivités engagées dans des démarches de développement durable et spécifiquement dans la mise en place d'une politique de circuits courts. L'objectif est de modifier progressivement les comportements et de permettre au citoyen de faire des choix en favorisant une consommation locale et une alimentation plus saine et équilibrée.

SYNERGIES SUR UN PROJET DE TERRITOIRE

Les collaborations entre une collectivité et des acteurs de l'EEDD sont diverses. La collectivité peut faire appel à des structures de son territoire en associant divers savoir-faire, mais elle a également la possibilité d'internaliser la compétence pédagogique et éducative. Par exemple, certaines collectivités ont créé des maisons de l'environnement ou de la nature, qui sont des services d'animation de la collectivité. Les compétences des acteurs d'EEDD sont multiples et variées en termes d'animations pédagogiques et participatives, de formations (agents, animateurs, éducateurs, élus), de création d'outils pédagogiques adaptés au territoire, d'ingénierie de projet et d'organisation d'événements. Les structures d'EEDD ont une réelle capacité à mobiliser les différentes sphères d'acteurs d'un territoire car elles ont une connaissance du terrain pour monter

des partenariats. Leurs pratiques professionnelles et méthodologiques constituent un atout important pour une collectivité souhaitant mettre en place des actions de sensibilisation et/ou d'éducation des publics. Dans le cadre d'événements tels que la « Semaine du goût » ou la « Semaine du mangeons local », une structure d'EEDD peut proposer à une collectivité de construire des actions destinées à sensibiliser différents publics, de manière à éveiller leur conscience.

Ces structures privilégient les pédagogies actives et participatives, qui mettent les publics en action, **les apprentissages étant fondés sur le « faire » et le « vécu »**. **Ces pédagogies ouvrent vers le changement de comportement mais elles nécessitent des actions qui s'inscrivent dans la durée pour conduire les publics à agir**. Des actions ponctuelles ne suffisent pas à modifier les comportements.

Plus une collectivité intègre une démarche de sensibilisation et d'éducation dans la durée, plus elle favorise la prise de conscience du public et son implication tout au long de la démarche. Les structures d'EEDD sont en capacité de s'adapter aux besoins, de favoriser le décroisement et de créer des passerelles entre les acteurs d'un territoire mais également entre les services d'une collectivité. Leur culture de mutualisation, de croisement des regards et de transversalité sont des valeurs qu'elles portent et qui constituent un atout pour la collectivité. Travailler avec les collectivités permet à ces structures d'évoluer dans ses pratiques et d'élargir ses champs d'intervention au plus près des territoires. Il est donc important que la question des circuits courts soit intégrée dans les actions de sensibilisation et d'éducation des démarches de développement durable (Plan climat, Agenda 21, etc.) pour inciter le citoyen à consommer autrement et responsable.

Des actions nationales et locales d'animation, de sensibilisation et d'éducation aux circuits courts de proximité

LES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION ET D'ÉDUCATION À L'ALIMENTATION DURABLE

Actions et campagnes

La Bergerie Nationale de Rambouillet, centre de ressources et de formation, dépendant du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, a rappelé les différents outils nationaux et campagnes de sensibilisation liés à l'alimentation durable et de proximité. Ainsi, l'éducation à l'alimentation durable dispose de plusieurs actions nationales, d'ordre ministériel ou interministériel (ministère de l'agriculture et de l'alimentation, ministère de l'Éducation nationale, ministère de l'Environnement, ADEME, etc.), liant cuisine, nutrition, environnement, goût, agriculture, etc. :

- la campagne de mobilisation lancée en 2014 dans l'Éducation nationale [« Un fruit pour la récré »](#) ;
- la campagne nationale de mobilisation [« La semaine du goût »](#) qui a lieu depuis 1989 en octobre, à destination des enseignants, des professionnels de la santé, de la restauration et des collectivités ;
- le [festival « AlimenTerre »](#) propose depuis 2007 au niveau local des débats et des films sur les enjeux agricoles et alimentaires mondiaux dans la société ;
- le [réseau national de l'éducation au goût](#) propose des formations, un réseau d'animateurs, des événements, des soutiens de projets ;
- la campagne nationale de communication [« Ca suffit le gâchis »](#) lancée en 2016 sur la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Aussi, des actions régionales entre l'éducation à l'agriculture et l'éducation à l'alimentation en Île-de-France sont mises en place, comme par exemple :

- le [programme « agriculteurs juniors »](#) depuis 2011 de l'Agence des espaces verts à destination des primaires avec plusieurs animations possibles en classe et à la ferme afin de faire découvrir les différentes productions agricoles de proximité et comprendre le système alimentaire « de la terre à l'assiette » ;
- les actions d'animation et de pédagogie du Groupement des agriculteurs biologiques (GAB) Île-de-France : communication grand public, outils pédagogiques, interventions dans les établissements scolaires, évènementiel.

Des interprofessions ont aussi créé leurs propres outils pédagogiques : « Produits laitiers », « Passion céréales », « Espace pain », « Fruits et légumes frais ».

Les collectivités franciliennes, selon le projet de circuits courts et les cibles visées, ont donc un ensemble d'outils et d'expériences déjà en place pour appuyer leurs propres projets.

L'enseignement agricole et le tiers temps

L'enseignement agricole en Île-de-France représente 11 lycées publics et 21 lycées privés, qui peuvent être mobilisés, notamment les établissements des secteurs élevage, grandes cultures, environnement, agroalimentaire, grâce au **dispositif du tiers temps**.

Ainsi, le ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) a mis en place le dispositif « **Chefs de projet de partenariat recherche/formation/développement** » qui a pour objectif de créer des partenariats durables entre les établissements publics d'enseignement technique agricole et les organismes de recherche, les établissements d'enseignement supérieur, les organisations professionnelles et les structures à vocation territoriale (y compris les services déconcentrés).

Le dispositif du tiers temps

La Direction générale de l'enseignement et de la recherche du MAAF a souhaité encourager les établissements porteurs d'un projet de qualité en leur dégageant des moyens : depuis la rentrée 2007, ceux-ci peuvent bénéficier d'une décharge de service équivalente à un tiers temps d'enseignement pour un ingénieur ou un enseignant chargé de la réalisation du projet avec des groupes d'étudiants. Ces projets sont des projets d'animation et de développement des territoires, notamment en vue de l'adaptation des formations aux qualifications requises par les emplois et les territoires.



Les établissements franciliens d'enseignement agricole

Source : DRIAAF Île-de-France

L'exemple du tiers temps sur les circuits courts du lycée agricole de Surgères en Charente Maritime.

Le lycée agricole de Surgères, par le dispositif du tiers temps, a mis en place un projet territorial⁶ « **Des produits biologiques au service des circuits courts et de l'éducation à l'alimentation** ». Il s'agit de mettre en place la fabrication de produits biologiques dans le domaine du lait de vache, des légumes régionaux et des céréales sur les halls technologiques, puis de commercialiser ces produits en circuits courts en restauration scolaire locale, ceci accompagné d'une offre éducative sur l'alimentation.

La mise en place du dispositif doit permettre de construire un modèle exemplaire de « production-transformation-distribution » de produits alimentaires bio qui peut inciter à la création d'activité sur le territoire.

Les autres impacts sont le renforcement de l'éducation de la jeunesse à l'alimentation, au goût, à la nutrition, à la lutte contre le gaspillage et l'augmentation de la consommation de produits bio issus de circuits courts en restauration scolaire.

Des animations ont été réalisées dans des établissements scolaires de proximité « par les jeunes pour d'autres jeunes ». Une centaine d'étudiants a été mobilisée. Environ 7 000 lycéens ont été sensibilisés.

Les fermes pédagogiques

Les fermes pédagogiques, de l'ordre d'une centaine en Île-de-France, constituent un atout majeur pour les collectivités souhaitant sensibiliser aux circuits courts alimentaires. En effet, leur rôle d'acculturation au monde agricole est capital dans une région à deux visages : métropolitain et rural.

La ferme pédagogique est un outil privilégié d'éducation à l'environnement agricole pour tous les publics.

En Île-de-France, la particularité de ce secteur d'activité est qu'il est constitué de deux principaux types de fermes pédagogiques organisées de façons très différentes :

- **les exploitations agricoles** ouvertes au public, dont la majorité est regroupée au niveau du réseau francilien « À la découverte de la ferme » (ADF) ;
- **les fermes d'animation** (avec peu ou sans production agricole), qui n'adhèrent à aucun des réseaux nationaux de fermes pédagogiques.



6 http://www.adt.educagri.fr/dispositifs0/13-temps/consultation-publique/detail-dun-dossier/?uid_dossier=522

Il faut aussi tenir compte des exploitations des lycées agricoles publics et privés qui ouvrent leurs portes au public.

Dans l'étude menée par l'ARENE et la Bergerie Nationale en 2012⁷, plusieurs collaborations existantes entre les collectivités et les fermes pédagogiques avaient été mises en avant.

Les actions développées dans ces partenariats sont très diverses :

- promotion des produits et visite des fermes ;
- organisation de parcours touristiques ;
- utilisation du cheptel de la ferme pour l'écopâturage sur les communes, parcs ou entreprises, entretien de jardins, garde et échanges d'animaux ;
- appui à une association d'éducation à l'environnement (soutien technique, prêt de matériel) ;
- développement d'une activité liée à l'économie sociale et solidaire, interventions pédagogiques, organisation de journées d'animation ou de formation, visites couplées ville / ferme ;
- événementiel (crèche de Noël, marché pédagogique médiéval...), mise en place d'une guinguette, danses populaires, animations festives, Fête des fermes, Semaine du goût ;
- journées portes ouvertes des éleveurs en Île-de-France, etc. ;
- ingénierie de projets, création d'une unité de biométhanisation, enquête sur l'état du maintien de la biodiversité agricole, etc.

En tant que ferme pédagogique, la Bergerie Nationale met aussi en place des actions d'animations sur son site basé à Rambouillet :

- La ferme passe à table (primaire)
- Alimentation et développement durable (grand public)
- Le petit marché (tout public)
- D'où vient ce que tu manges ? (les petits)

DES ACTIONS LOCALES AVEC LE CIVAM DE L'HUREPOIX

Histoire du CIVAM

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, instituteurs ruraux, amicales laïques et agriculteurs souhaitent vulgariser le savoir agricole dans les campagnes afin d'accompagner la modernisation des exploitations tout en favorisant l'autonomie de la profession. Ils imaginent les prémices du mouvement des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (CIVAM).

En 1961, naît la Fédération nationale des CIVAM (FNCIVAM), prônant l'éducation populaire et le développement agricole. Dans les années 80, ce mouvement s'ouvre aux enjeux de la diversification des activités sur les territoires ruraux (accueil à la ferme, tourisme

7 <http://www.arenidf.org/node/3891>

rural...) et des productions de qualité (agriculture biologique, produits fermiers...), enjeux prioritaires pour maintenir l'autonomie des exploitations agricoles sans intensification des productions. Dix ans plus tard, la question de la réorientation des systèmes de production vers une agriculture plus économe et autonome en intrants gagne du terrain dans les travaux menés au sein de la FNCIVAM.



CIVAM
de l'Hurepoix

Le CIVAM de l'Hurepoix, association loi 1901, voit le jour en 2010 à partir des dynamiques locales d'agriculteurs, de membres d'associations de protection de l'environnement et de consommateurs sensibles aux enjeux du développement agricole et alimentaire local. Le CIVAM de l'Hurepoix regroupe des producteurs, restaurateurs, transformateurs, associations et citoyens :

- 12 producteurs ;
- 1 entreprise de transformation : une brasserie ;
- 1 commerce ;
- 1 restaurant ;
- des associations locales : 3 AMAPs et Ruche qui dit oui ;
- des individuels (250 adhérents) ;
- 1 salarié, 1 stagiaire.

Le CIVAM de l'Hurepoix couvre un territoire sur les départements de l'Essonne et des Yvelines de 47 000 hectares avec 44 % d'espaces agricoles, 70 communes et 280 000 habitants. Il vise 4 objectifs :

- encourager le développement de systèmes agricoles et alimentaires territoriaux ;
- améliorer la durabilité des pratiques agricoles ;
- favoriser les liens entre acteurs du territoire ;
- développer les circuits courts de proximité.

Avec trois missions :

- accompagner et structurer les filières locales ;
- sensibiliser à l'agriculture locale durable ;
- animer le territoire.

Les actions d'animation et de sensibilisation du CIVAM de l'Hurepoix

Le CIVAM propose de nombreuses actions d'animation et de sensibilisation sur les circuits courts de proximité sur son territoire, aux confins de l'éducation à l'agriculture, au développement local et à l'alimentation.

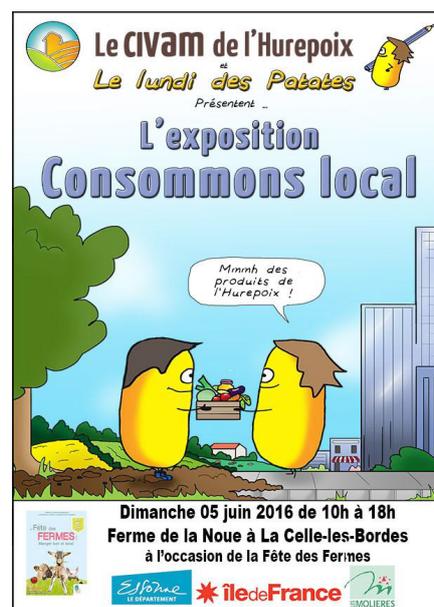
EN 2013, le CIVAM a mené un projet de recherche-action



« CODIA » pour évaluer de manière participative les opportunités commerciales de développement des circuits courts. Les consommateurs ont pu faire remonter leurs attentes, des focus groupes ont été organisés. À la suite de ce travail, le CIVAM a mis en place le projet « **Cuisiner son terroir** », avec l'idée centrale de mettre en valeur les producteurs de manière centralisée. Un marché paysan a été mis en place dans une ferme (changement de lieu chaque année), permettant de discuter, de connaître les produits et de les acheter.

Parmi les actions du CIVAM, on peut citer :

- **un concours photo de produits locaux et un concours recette** : les gagnants peuvent avoir plusieurs prix, par exemple un panier ou un weekend dans un gîte d'une ferme ;
- **des cartes postales « Recette du mois »** : un projet de calendrier de recettes est en cours, notamment à destination des restaurants commerciaux afin de mieux utiliser les produits locaux ;
- **des ateliers cuisine** : un restaurant ou une ferme accueille un groupe, avec un chef du territoire. L'atelier se déroule le matin et le repas est ouvert sur réservation, avec les participants de l'atelier ;
- **des conférences/débats** sur plusieurs thématiques liées à l'alimentation et à l'agriculture (légumineux, santé, nutrition, agriculture de proximité, etc.) ;
- **la publication d'un guide « Consommons local »**, sous forme d'une bande dessinée accompagnée de 15 affiches ;
- **des visites dans des fermes** adhérentes au CIVAM ;
- **des interventions dans des formations et des séminaires** ;
- **et des animations pédagogiques en classe** de primaires, de collèges et de lycées. Le CIVAM est aussi relais local pour le GAB (Groupement des agriculteurs biologiques) sur les formations et sensibilisation en agriculture biologique. Des interventions peuvent être faites sur le temps du repas avec des tables de découverte de produits locaux.



Ressources pour aller plus loin

ARENE Île-de-France, Vivacités Île-de-France

« [L'inventaire des outils et démarches pédagogiques en éducation à l'environnement et au développement durable au service des Plans climat](#) » (inventaire, juin 2016)

L'inventaire offre une sélection de plus de 150 outils. Il propose une recherche par thèmes et mots clés, notamment : consommation/alimentation, agriculture, circuits courts, gaspillage alimentaire, modes de consommation, etc.

ARENE Île-de-France, Bergerie Nationale

« [Éduquer à l'alimentation : guide pour les acteurs de l'éducation à l'environnement](#) » (guide, avril 2008)

Ce guide pose les enjeux de l'éducation à l'alimentation, notamment l'origine des aliments avec les différents types de production agricole, les labels, la classification des aliments et les ressources pédagogiques pour aborder ce sujet.

ARENE Île-de-France, Bergerie Nationale

Étude, novembre 2013, « [État des lieux des fermes pédagogiques en Île-de-France](#) »

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

« [Alim'agri](#) » (centre de ressources)

Site du ministère de l'Agriculture avec accès vers les sites ressources (AMAP, Jardins de Cocagne, Les paniers fraîcheurs, En direct du potager, etc.)

Bergerie Nationale

« [Centre de ressources](#) »

De nombreuses ressources pédagogiques et méthodologiques sont en téléchargement, notamment sur l'agriculture et l'alimentation. Des fiches d'activités pédagogiques clé en main sont également disponibles.

Groupement des agriculteurs biologiques (GAB) Île-de-France

[Centre de ressources sur l'agriculture biologique](#)

Des ressources pédagogiques sont disponibles sur l'agriculture biologique et ses producteurs franciliens.

GRAINE Île-de-France

« [Annuaire des outils pédagogiques : lutte contre le gaspillage alimentaire](#) » (inventaire, octobre 2015)

Le réseau a recensé dans un annuaire des différents outils pédagogiques (malles, jeux, films, expositions, spectacles, brochures, etc). Chaque outil est présenté sous la forme d'une fiche descriptive (contenus, publics ciblés, objectifs pédagogiques, accessibilité à l'outil, utilisation...).

Portail documentaire « Agriculture biologique et développement local » (fiche outil, 2015) « [Sensibiliser à l'alimentation, à l'environnement et au développement durable](#) »

La main à la pâte

Site de la fondation [La main à la pâte](#) présentant des ressources pédagogiques notamment sur l'alimentation.

Mangeons local en Île-de-France

Campagne de communication et de mobilisation sur les produits et savoir-faire locaux, et acteurs de l'alimentation, portée par le CERVIA Île-de-France

www.mangeonslocal-en-idf.com

Réseau des AMAP en Île-de-France

[Ressources pédagogiques](#) sur l'alimentation et l'agriculture (films, BD, livres, etc.).

Vivacités Île-de-France

Réseau francilien pour la ville durable avec un [catalogue en ligne](#) des documents de réflexion et d'outils pédagogiques et d'animation dont les thèmes alimentation, agriculture.

CIVAM de l'Hurepoix

« [Consommons local](#) », guide à destination du grand public - Juillet 2016



La formation action « Circuits courts alimentaires de proximité et Agendas 21 »

L'ARENE Île-de-France organise une formation action « Circuits courts alimentaires de proximité et Agendas 21 » destinée à accompagner un groupe de collectivités franciliennes engagées dans une démarche de développement durable visant à mettre en place des projets de circuits courts sur leur territoire. Ce dispositif est constitué de 6 modules techniques de juillet 2015 à juin 2016 autour de thématiques transversales inhérentes aux politiques publiques d'agriculture et d'alimentation de proximité (foncier agricole, appui aux filières, installation, restauration collective, agriculture urbaine...), avec l'appui de nombreux partenaires et institutions régionaux.

Contact

Thomas Hemmerdinger

Chef de projet Agendas 21

ARENE Île-de-France

t.hemmerdinger@areneidf.org

Tél. : 01 83 65 37 73



ARENE Île-de-France
Cité régionale de l'environnement
90-92 avenue du Général Leclerc
93500 Pantin

www.areneidf.org



@ARENEIDF



youtube.com/user/areneiledefrance



ARENEIDF



www.areneidf.org/rss



linkedin.com/company/arene-île-de-France



facebook.com/areneidf